
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. L X X.

Du jeudi 3 Septembre 1789.

Séance du soir.

A U milieu des grands débats qui intéressent la nation ; le roi , il ne faut pas dédaigner les intérêts des particuliers , qui sont discutés dans les séances du soir ; la liberté civile ne doit pas nous être moins chère que la liberté politique. Parmi les affaires traitées dans la séance du 24 au soir , il faut distinguer celle qui concerne M. François de Neuf-Château , dont M. Regnaud fit le rapport. Les ames honnêtes ont pris part dans le temps , aux persécutions & aux malheurs éprouvés par M. François , aussi connu par son patriotisme que par ses talens littéraires ; éloigné par un malheur inouï de toutes les carrières qu'il avoit successivement embrassées & honorées , il n'a pu changer cette fatale destinée en s'occupant dans sa patrie des intérêts nationaux ; député suppléant du bailliage de Toul , il s'occupoit dans une assemblée de ses concitoyens , des moyens de remettre le calme dans la province , & de faire rendre à ses habitans les armes dont le despotisme les avoit privés , lorsqu'il a été enlevé avec trois autres de ses collègues par une troupe de maréchaussée & de cavalerie ; c'est avec cet appareil réservé au crime , que M. François a été traîné à pied devant le lieutenant de roi de Toul , qui , au lieu de reconnoître l'injustice des ordres violens qu'il avoit donnés contre lui

Tom. II.

Cg

& ses collègues , les a fait jeter dans les prisons jusqu'à une heure après minuit, qu'ils ont été conduits a Metz par la même escorte , pour y être jugés prévotalement. Quelle époque avoit-on choisi pour exercer ce despotisme militaire ! les habitans de Pontamousson en ont été révoltés, lors du passage de ces quatre citoyens si indignement traités ; aussi M. de Bouilhé instruit des faits , s'est empressé d'envoyer un courrier au devant de M. de Neuf-Château, pour le mettre en liberté ainsi que ses compagnons d'infortune, qu'il a comblés de marques d'intérêt & de bonté. Ceux qui connoissent M. de Neuf-Châteaux, ne seront pas étonnés d'apprendre qu'il a étouffé ses plaintes, & dévoré ses larmes ; il n'a reparu dans l'assemblée de son bailliage que pour pardonner à l'homme, coupable d'un abus d'autorité aussi révoltant ; mais comme la générosité qui honore les particuliers, est toujours funeste à la sûreté publique, plusieurs membres de l'assemblée nationale ont pensé qu'une juste sévérité devoit réprimer les atteintes portées à la liberté civile.

M. Maillo a pris la parole, & a lu une lettre qui énonçoit des faits contradictoires à quelques-uns de ceux consignés dans l'ouvrage imprimé de M. François de Neuf-Château. M. Emeri a fait sentir combien, dans les trois évêchés, & en générale dans les provinces frontières, on étoit exposé au despotisme militaire ; il a rappelé que l'on vouloit enlever les armes aux habitans des campagnes ; que ces actes correspondoient aux époques mémorables qui ont alarmé la France. Il a défendu M. de Neuf-Château avec courage & énergie, & M. l'abbé Grégoire, sur la proposition faite de renvoyer cette affaire au comité des recherches, a insisté sur ce qu'avoit dit M. Emeri, en ajoutant que, si l'indignité, commise par M. François de Neuf-Château, citoyen connu sur son mérite éclatant & sa réputation méritée, étoit renvoyé au comité des douze, ce comité feroit les recherches les plus exactes, pour rendre compte au plutôt à l'assemblée. Elle a renvoyé l'affaire au comité des recherches.

A la séance du 28 au soir, on fit le rapport de l'emprisonnement de quatre particuliers de Mariembourg, & de leur translation dans les prisons d'Avesnes, pour y être jugés prévotalement. M. d'Esthérazi, commandant en Hainaut, fut inculpé relativement à cette violation de la liberté civile, mais M. le duc du Châtelet observa que s'il étoit vrai, comme il étoit en état d'en fournir la preuve, 1°. que M. le comte d'Esthérazi n'eût pas été, depuis plus de trois mois, à Mariembourg; 2°. qu'il n'avoit donné aucun ordre contre ces particuliers; que le commandant de la maréchaussée ne lui avoit rendu compte de cette expédition, qu'après l'avoir faite sur la réquisition des officiers de Mariembourg, 4°. que ces particuliers, arrêtés le 14, avoient été élargis le 19, après avoir été jugés par le bailliage de cette ville; dans ce cas, on ne pouvoit trouver répréhensible la conduite de M. d'Esthérazi. D'après les observations de M. du Châtelet l'assemblée a désiré que les faits fussent constatés par des pièces authentiques.

Séance d'hier.

Après la lecture du procès-verbal des précédentes séances, un de MM. les secrétaires a annoncé à l'assemblée que M. Roucau, ancien curé d'Auvergne, lui faisoit l'hommage d'un ouvrage de sa composition, sur les hérésies de Calvin: présent fait bien à propos dans un moment où la tolérance va devenir une loi du royaume.

Ensuite il a été fait mention de plusieurs adresses & délibérations des villes de Laigle, Toulon, Caraman, Châtelleraut, Châtillon, Lodève, Vitri-le-Français, Barrège & autres; toutes portant adhésion & reconnaissance à l'assemblée, du zèle, du courage & de la fermeté qu'elle a montrée jusqu'ici pour établir la liberté sur des bases inébranlables.

Il n'avoit été donné encore à aucune nation de faire paisiblement une *constitution politique*, de la mûrir, de la discuter, de la délibérer & d'en former tous les plans, toutes les divisions par le seul empire de la froide raison;

En Angleterre , en Amérique les chartes nationales ne furent faites que sur des terres arrosées de sang ; ce seroit une erreur de penser que la réflexion , le caractère des peuples , le climat , l'étendue du territoire , ou le goût particulier d'une nation aient jamais décidé l'établissement des formes de se régir ou de se gouverner. Les révolutions , les circonstances , les événemens seuls ont modifié à l'infini les formes des gouvernemens. Aucune république ne se ressemble ; les monarchies modernes diffèrent des anciennes , comme elles diffèrent entr' elles.

Qu'elle constitution pouvoit-on espérer en France des représentans de deux classes privilégiées , hérissées de préjugés , de féodalités ; & des communes qui conservoient encore le souvenir de leur servitude ? Mais aujourd'hui la volonté de la nation est entendue , l'opinion publique armée du véritable *veto* absolu & incontestable , sentent cette volonté , & les représentans des Français débattent paisiblement la distinction des pouvoirs , & les bornes que la liberté publique doit leur désigner. Il est aussi beau que rare de voir un sénat dire tranquillement au monarque : réglez sur une grande nation par l'autorité qu'elle vous confie ; là , finit votre ministère. Tel est l'objet des débats continués hier à l'assemblée nationale.

M. d'Antraigues a parlé le premier. En reconnoissant que tout pouvoir émane du peuple , il a défini la sanction , le pouvoir du roi , d'intervenir dans le pouvoir législatif , pour surveiller tous les pouvoirs & les contenir dans leurs limites ; il a pensé qu'il falloit les armer l'un contre l'autre , & que cette nécessité avoit produit la sanction royale. Il a distingué le peuple délibérant par lui-même , ou par ses représentans. Quand le premier fait la loi , le prince doit obéir. La loi est l'effet de l'unité des vues & des actions ; quand les représentans sont législateurs , le prince doit les surveiller afin qu'ils ne diminuent pas sa prérogative , & qu'ils se conforment à la volonté générale.

Le roi est partie intégrante du pouvoir législatif , il n'a aucun intérêt à s'opposer à une bonne loi.....

L'orateur trouvoit avec raison que le pire des maux étoit la précipitation réunie au pouvoir, mais il croyoit que le refus des impôts étoit propre à arrêter l'emploi injuste du *veto*. Ce foible moyen toujours funeste ne valoit pas cependant l'insurrection qu'il regardoit comme le plus terrible & le plus alarmant, parce qu'il peut également sauver & détruire la liberté. La jalousie salutaire des pouvoirs lui paroissoit plus efficace pour les contenir. « Refuser la sanction, n'est pas, disoit-il, un soin confié à votre zèle ; votre conscience vous prescrit de conserver à la couronne cette prérogative. Le peuple a parlé ; jamais il ne croira que vous avez pu dépouiller le trône ; le roi feroit peut-être ce dernier abandon aux circonstances & à son amour pour ses peuples, mais le peuple réclame cette prérogative pour son souverain ; le maintien du pouvoir même vous commande de le lui laisser.

M. de Laudiné développoit des principes bien autrement énergiques, lorsqu'il disoit : « Que la sanction ne désigne que la promulgation des loix ; éloignons les définitions données par des écrivains pusillanimes & corrompus : la volonté d'un seul contre celle d'une nation entière, ne peut exister dans un siècle de lumières. C'est une arme puissante qu'on peut tourner contre le peuple ; un homme seul, quelqu'éclairé & vertueux qu'il puisse être, ne peut réunir les vertus & les lumières d'une nation entière ; le roi consent par son suffrage à la loi ; il ne peut jamais la refuser, les droits que vous voulez lui donner, lui seroient dangereux.

M. de Laudiné réfutoit ensuite les objections prises du danger du despotisme de plusieurs, danger chimérique de la part de l'autorité momentanée, changeante & circonscrite des représentans. Le pouvoir d'un seul lui paroissoit plus à craindre, parce qu'il tend à s'agrandir, qu'il a plus de moyens par son hérédité, par la force publique & que la flatterie, cette maladie incurable des rois étendra toujours cette conquête..... « Osons poser, disoit-il, des bornes inébranlables au pouvoir. Les cahiers ne por-

tiennent pas la sanction impérativement. Les Français veulent être libres & ne veulent partager le pouvoir législatif avec aucun autre parce qu'il pourroit être envahi. Je ne connois qu'une seule puissance qui est celle de la nation, qu'une force qui est celle du monarque. On vante le gouvernement anglais, mais pense-t-on qu'il n'y ait rien à corriger, & si l'Angleterre avoit une constitution à créer, ne changeroit-elle pas cette Chambre-haute, si utile au roi & si nuisible au peuple.

La liberté est avant tout; sans elle la vie n'a plus de prix. Le *veto* absolu ou suspensif sont très-dangereux; l'absolu est le despotisme; le suspensif tend à rompre l'accord qui doit régner entre le souverain & les peuples. La liberté seule réside dans la division des pouvoirs; gardons-nous de donner au souverain des moyens de s'éloigner de son peuple; que le roi vienne au milieu de la nation donner son suffrage à la loi.

» Appartient-il au roi de rejeter une loi faite par la nation? L'histoire n'en fournit aucun exemple, disoit un autre membre des communes; l'article III de la déclaration des droits assure la liberté, elle ne peut plus l'aliéner... Le meilleur juge des loix est la nation elle-même, la souveraineté réside en elle & le *veto* donneroit au roi une supériorité sur la nation. La loi est, dites-vous, l'expression de la volonté générale. Si la volonté d'un seul l'arrête, pourrez-vous dire que vous êtes libres? On a prétendu bien que la loi dissoudra l'assemblée, & la convoquera de nouveau quand elle sera vétée; mais les convocations du roi sont contre le vœu de nos commettans; elles sont contraires à la liberté... Le refus des subsides pour écarter ce *veto*, est un moyen nuisible à la nation, il détruiroit la force publique; par ce *veto*, l'on suppose que le roi peut rejeter une bonne loi; la nation ne doit pas s'y opposer. Ce moyen de l'insurrection est désastreux; malheur aux peuples qui n'en ont pas d'autres... On oppose l'erreur & la précipitation du corps législatif; elles sont possibles; mais on peut les prévenir sans employer le *veto*. Accordons ce *veto suspensif*

d'une assemblée jusqu'à l'autre ; la loi rendue publique sera jugée par la nation ; les nouveaux députés apporteront de nouveaux mandats, & le roi ne pourra se dispenser de la promulguer ; ainsi la loi deviendra la volonté générale ; vous laisserez le roi à portée de faire le bien , & dans l'impuissance de faire le mal ; c'est alors qu'il fera le plus grand monarque de l'Europe.

M. Treilhard soutenoit au contraire, que toutes les loix devoient être sanctionnées par le roi, dans la crainte que le corps législatif n'enlevât au pouvoir exécutif ses prérogatives, ce qui produiroit, suivant lui, un gouvernement absolu. Il le croyoit encore plus nécessaire, quand le corps législatif réside dans une seule assemblée & chez une nation vive, qui délibère plus par élan que par réflexion. L'insurrection contre la tyrannie lui paroissoit suffisante : il ne faut pas, disoit-il, une ouverture bien rare pour s'élever contre elle ; mais craindre l'effet de ses passions, les fortifier contre ses erreurs, se défendre des abus du pouvoir qui nous est confié, voilà les traits de sagesse qui nous honoreront ».

M. Treilhard remontoit à Charlemagne, en observant qu'alors, le roi proposoit & le peuple consentoit. Il distinguoit ensuite la constitution & les loix. Il ne nous faisoit pas beaucoup de grace en délivrant la constitution d'une sanction qui n'est pas nécessaire ; toute nation ayant le droit imprescriptible de se constituer, il faut seulement que le roi tienne son pouvoir de la constitution ; enfin, M. Treilhard trouvoit, dans la responsabilité des ministres, dans la permanence, dans l'intérêt du roi, & dans l'opinion publique, des moyens que le *veto* ne fut pas nuisible.

Un autre membre des communes pensoit que le *veto* élevoit le roi à la place de législateur, & que la nation ne seroit plus libre avec une arme donnée au pouvoir exécutif, parce que le roi, disposant des graces & des emplois, étant héréditaire, placé à la tête des armées, & exerçant un pouvoir toujours en activité, auroit une trop grande influence. Il présentoit les rois se rendant aux Champs de Mars, mais quand ils étoient appelés pour

donner de l'authenticité à la loi , ils disoient nous commandons , quand la nation avoit dit , je commande , comme le remarque l'abbé de Mably. Quant aux *cahiers* , il pensoit que si la nation devoit les faire aujourd'hui , elle changeroit bien ses idées sur la sanction.

M. de Beaumés , après avoir présenté d'une manière brillante les inconvéniens qui pourroient résulter d'une part du *veto* exercé par le peuple , & de l'autre de ce qu'on devoit craindre du *veto* exercé par le roi , a pris entre les deux extrêmes un milieu sage & vraiment politique ; c'est le *veto suspensif* , qui est en même temps celui du roi & celui du peuple ; du roi , parce qu'il fait par son *veto* un appel au peuple , du décret de ses représentans du peuple , parce qu'il devient juge de l'appel par le vœu de l'assemblée élémentaire. A ce propos , M. de Beaumés a combattu avec autant de force que de succès , les deux *moyens* violens présentés par M. de Mirabeau pour l'exercice de ce double *veto*.

On fait déjà que ces moyens étoient la dissolution subite de l'assemblée nationale , la convocation d'une nouvelle , & la suspension des impôts , trois mois après l'époque de la dissolution ; c'étoit , a dit M. de Beaumés , pour une erreur ou pour un vice dans une loi peut-être peu importante au fonds donner au roi l'occasion de montrer la colère d'un despote , & au peuple celle de le porter à la guerre civile.

Ce discours , digne des applaudissemens qu'il a reçus , a été terminé par un projet dont nous ne parlons point , parce qu'il paroît demander de grands débats & de mûres réflexions.

MM. Feydel , Lépaux , Barnave , Target & l'abbé Grégoire , ont parlé sur la sanction royale. Nous donnerons demain la suite des débats.

On s'inscrit à Paris , chez Cussac , libraire , au Palais-Royal. Nos. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.